

**Délibération N° 2024-06-40-P**

Création d'un poste de Responsable de service  
Application droit des sols à la Direction du  
Développement Urbain

**Département du Val-de-Marne**

Arrondissement de Nogent-sur-Marne

Nombre de membres composant

Le Conseil Municipal .....	45
Membres en exercice .....	45
Présent.e.s ou représenté.e.s à la séance .....	43
Absent.e.s .....	2

**SÉANCE DU 20 juin 2024**

L'an deux mille vingt-quatre, le **vingt juin**, les membres composant le Conseil municipal de la Commune de Fontenay-sous-Bois, dûment convoqués le **7 juin 2024**, se sont réunis au lieu ordinaire de leurs séances, sous la présidence de **Monsieur Jean-Philippe GAUTRAIS, Maire**.

**ÉTAIENT PRÉSENT.E.S**

M. GAUTRAIS, Mme KLOPP, M. CORNELIS, Mme FENASSE, M. SEYE, Mme AVOGNON ZONON, Mme NIAKHATE, M. MORA, Mme LELU, M. DAMIANI, Mme NAIT-BAHLOUL, M. ORJEBIN, Mme CHARDIN, M. BRUNET, Mme MAFFRE-BOUCLET, M. MALLERIN, Mme GAUTHIER, M. CLERGET, M. LEBLANC, Mme GARNIER, Mme MICHEL, M. MULLER ; M. DAUMONT-LEROUX, M. BATTAL, Mme SAINT-GAL, M. RISPAL, M. NOMBO POATY ; M. KEITA, Mme TRANCART, M. FOURESTIER, Mme CHAMBRE-MARTIN ; M. BERTRAND ; Mme CAZALS ; Mme CACAIS-BARANGER ;

**EXCUSÉ.E.S - REPRÉSENTÉ.E.S**

M. LACHELACHE	a donnée mandat à Mme FENASSE
Mme BENZIANE	a donné mandat à Mme SAINT GAL
M. GUENICHE	a donnée mandat à Mme LELU
Mme BOUHADA	a donné mandat à M. CORNELIS
Mme VIENNEY	a donné mandat à Mme CHARDIN
M. MATHIEU	a donné mandat à M. BERTRAND
M. BEDOURET	a donné mandat à Mme CAZALS
M. TARGUI	a donné mandat à Mme CACAIS-BARANGER
M. DE LACROIX	a donné mandat Mme CHAMBRE-MARTIN

**ABSENT.E.S**

M. LARABI ; Mme INDJA ;

Le président ayant ouvert la séance, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire de séance pris au sein du Conseil.

**Loïc DAMIANI** ayant obtenu la majorité des voix, a été désigné pour remplir cette fonction qu'il a acceptée.

**LE CONSEIL,**

**VU** le code général des collectivités territoriales,

**VU** le code général de la fonction publique et notamment ses articles L332-8 et L332-9 ;

**VU** la loi n° 2019-928 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;

**VU** le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

**VU** le décret n° 87-1099 di 30 décembre 1987 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des attachés territoriaux ;

**VU** le décret n° 87-1100 du 30 décembre 1987 modifié portant échelonnement indiciaire applicable aux attachés territoriaux ;

**VU** le décret n°2016-201 du 26 février 2016 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux ;

**VU** le décret n°2016-203 du 26 février 2016 modifié portant échelonnement indiciaire applicable aux ingénieurs territoriaux.

**CONSIDÉRANT** que les dispositions des articles L332-8 et L332-9 du code général de la Fonction Publique permettent le recrutement d'agent.e contractuel.le, lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient ;

**CONSIDÉRANT** que pour faire face, dans ce domaine, à un marché de l'emploi sous tension et répondre aux besoins du service, il est nécessaire d'élargir les possibilités de recrutement aux agents contractuel.le.s ;

**CONSIDÉRANT** l'avis du Comité Social Territorial du 25 avril 2024 de requalifier le poste de Responsable de service Application droit des sols au sein du service Application droit des sols de la Direction du Développement Urbain, en catégorie A ;

**ADOPTÉ A LA MAJORITÉ**

Par 37 voix pour

M.GAUTRAIS, Mme KLOPP, M. CORNELIS, M. SEYE, Mme AVOGNON ZONON, M. LACHELACHE, Mme NIAKHATE, M. MORA, Mme LELU, M. DAMIANI, Mme BENZIANE ; M. GUENICHE ; Mme NAIT-BAHLOUL, Mme BOUHADA ; Mme CHARDIN, M. BRUNET, Mme MAFFRE-BOUCLET, M. MALLERIN, M. CLERGET, M. LEBLANC, Mme VIENNEY ; Mme GARNIER, M. MULLER, M. BATTAL, Mme SAINT GAL, M. RISPAL, M. NOMBO POATY, M. KEITA ;M. FOURESTIER ; M. BEDOURET ; Mme CAZALS ; Mme CHAMBRE-MARTIN ; M. MATHIEU ; M. BERTRAND ; M. TARGUI ; M. DE LACROIX ; Mme CACAIS-BERANGER ;

Par 6 abstentions :

Mme GAUTHIER, Mme FENASSE, M. DAUMONT-LEROUX ; M. ORJEBIN ; Mme MICHEL ; Mme TRANCART

## Délibération n°2024-06-40-P

Création d'un poste de Responsable de service  
Application droit des sols à la Direction du Développement Urbain

### DECIDE

**Article 1 :** d'autoriser la suppression d'un poste permanent à temps complet de technicien territorial de catégorie B, de Responsable de service Application droit des sols au sein du service Application droit des sols de la Direction du Développement Urbain.

**Article 2 :** d'autoriser la création d'un poste permanent à temps complet de Responsable de service Application droit des sols au sein du service Application droit des sols sous l'autorité du-de la Directeur.trice du Développement Urbain, il- elle sera chargé.e de :

- Assurer la responsabilité du service dans le rendu de l'ensemble des activités
- Organiser et garantir le bon fonctionnement du service
- Superviser et apporter un appui aux instructeurs et gestionnaires en matière d'autorisations d'urbanisme et de travaux
- Gérer les dossiers d'infraction et de contentieux au titre du Code de l'urbanisme
- Apporter sa contribution active dans les projets transversaux
- Préparer et suivre les Commissions Communales des Impôts Directs
- Mettre à jour et suivre le cadastre et les fiches associées en relation avec la Direction Générale des Impôts

Ce poste d'attaché ou d'ingénieur territorial de catégorie A est susceptible d'être occupé par un.e agent.e contractuel.le dans les conditions suivantes :

L'intéressé.e devra être titulaire d'un diplôme d'études supérieures scientifique ou technique classé de niveau 7 ou d'un titre reconnu équivalent.

Le recrutement se fera sur la base d'un contrat d'une durée maximale de 3 ans renouvelable par reconduction expresse pour une durée maximale de 6 ans.

La rémunération sera fixée entre les indices bruts 444 et 1015 selon les diplômes détenus et l'expérience professionnelle.

Les indices bruts de début (IB=444) et de fin (1015) seront automatiquement revalorisés avec l'évolution de la grille de rémunération du grade ou des grades afférents.

**Article 3 :** les crédits correspondants sont inscrits au compte 012 de l'exercice budgétaire en cours.

*« La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire de Fontenay-sous-Bois dans le délai de deux mois à compter de sa notification (ou de sa publication). L'absence de réponse à ce recours dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.*

*Un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Melun – 43, rue du Général de Gaulle - 77000 Melun – dans le délai de deux mois :*

*- à compter de la notification (ou de la publication) de la délibération ;*

*- à compter de la réponse de l'administration, si un recours administratif a été préalablement formé. »*

POUR EXTRAIT CONFORME

Jean-Philippe GAUTRAIS

Maire

Transmission électronique en  
Préfecture du Val-de-Marne **27 JUN 2024**

le .....  
Publication **27 JUN 2024**

le .....  
Notification  
le .....  
Certifié exécutoire  
Le Maire,



